

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 4 août 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "portant le statut du personnel des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat", a donné le 7 janvier 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 4 augustus 1997 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende het statuut van het personeel van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat", heeft op 7 januari 1998 het volgende advies gegeven :

Observation générale

Le présent projet d'arrêté fixe les règles relatives à la composition des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat, à la hiérarchie des grades des agents, à la nomination et à la désignation de ceux-ci, au recrutement, au stage et à la promotion par avancement de grade. Il abroge dans l'arrêté royal du 29 avril 1966 portant le statut du personnel de l'Administration de la Sûreté de l'Etat, les chapitres qui concernent précisément ces matières, à savoir les chapitres premier à III, V et VIII, du titre premier. Enfin, l'arrêté en projet modifie l'intitulé de l'arrêté royal du 29 avril 1966 et y insère un article 33bis.

Le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat se trouvera ainsi désormais régi par trois arrêtés différents : l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, l'arrêté royal du 29 avril 1966 précité et le présent projet d'arrêté.

La cohérence et la sécurité juridique seraient mieux assurées si un texte unique relatif aux agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat était rédigé.

La matière disciplinaire fournit notamment une illustration de l'insécurité juridique qui résulte de la coexistence de deux arrêtés distincts.

En effet, le projet d'arrêté dans son article 2 exclut notamment les articles 37 et suivants de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 se rapportant à la discipline des

.../...

agents de l'Etat alors que l'arrêté royal du 29 avril 1966 portant le statut du personnel de l'Administration de la Sûreté de l'Etat prévoit en ses dispositions un régime disciplinaire pour les agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

Au surplus, l'article 2 de l'arrêté en projet maintient certaines dispositions du régime disciplinaire en vigueur pour les agents de l'Etat. Il s'ensuit que le régime disciplinaire des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat est affecté d'insécurité juridique.

Examen du projet

Préambule

Les référants

Alinéas 2 et 3

Les alinéas 2 et 3 ne doivent pas figurer parmi les référants; la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement ne constitue pas le fondement légal du présent projet d'arrêté.

Par ailleurs, le rappel de la loi du 26 mars 1968 n'étant pas utile pour la détermination de la portée de l'arrêté en projet, il n'y a pas lieu de viser ce texte sous forme de considérant.

.../...

Enfin, le libellé de l'alinéa 13 du préambule et l'indication, à l'article 62 du présent projet d'arrêté, que la loi du 26 mars 1968 ne s'applique pas "aux emplois d'inspecteur et de commissaire des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat" suffisent par eux-mêmes, sans qu'il soit nécessaire de viser la loi du 26 mars 1968 au préambule.

Alinéa 4

Le préambule ne doit viser que les textes qui constituent le fondement juridique de l'arrêté en projet et les textes que l'arrêté modifie.

L'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat ne constituant pas le fondement du présent projet d'arrêté (1) et n'étant pas modifié par celui-ci, il n'y a pas lieu de le viser au préambule.

Alinéa 5

L'alinéa 5 (devenu l'alinéa 2) devrait être rédigé comme suit :

(1) Bien au contraire, le projet d'arrêté prévoit expressément en son article 2 que la plupart des dispositions de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 "ne sont pas applicables aux membres des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat".

"Vu l'arrêté royal du 29 avril 1966 portant le statut du personnel de l'Administration de la Sûreté de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 27 novembre 1968, 26 avril 1971, 22 décembre 1993 et 18 juillet 1997;".

Alinéa 6

L'alinéa 6 peut être omis pour les mêmes raisons que celles énoncées à propos de l'alinéa 4.

Les considérants

Alinéa 13

Ce considérant doit, selon l'usage, être placé après les référants. Il constitue ainsi le 3ème alinéa du préambule.

Alinéas 7 et 8

La loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ne s'applique pas aux agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat (article 1er, § 2, 6º, de la loi du 19 décembre 1974). La négociation syndicale ne constituant pas une formalité préalable obligatoire, il n'est pas utile de viser au préambule les protocoles n°s 97, 137 et 138 qui concernaient "la révision générale des carrières administratives et des dispositions

.../...

pécuniaires qui en découlent pour la police judiciaire", quand bien même le protocole n° 97 reconnaît expressément que

"l'ensemble des mesures négociées est applicable aux membres du personnel des services extérieurs de l'Administration de la Sûreté de l'Etat".

Les alinéas 7 et 8 doivent, dès lors, être omis.

Alinéa 9 (devenant l'alinéa 4)

Il convient d'indiquer la date à laquelle le conseil de direction a donné son avis, soit le 16 juin 1997.

Alinéas 10, 11 et 12

Les alinéas 10, 11 et 12 deviennent les alinéas 5, 6 et 7.

Alinéa 14

L'alinéa 14, devenu l'alinéa 8, doit être rédigé comme suit :

"Vu la délibération du conseil des ministres du 27 juin 1997 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le ..., en application de l'article 84, alinéa 1er, 1º, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

Alinéa 15

L'alinéa 15 devient l'alinéa 9.

Dispositif

Article 2

1. Il est renvoyé à l'observation générale d'autant plus que la réglementation par référence crée des incertitudes à la suite de la modification des textes auxquels il est référé et par le nombre de dérogations au texte de référence.

2. L'article 5 classe les grades créés à l'article 4, alinéa 1er, dans les niveaux 1 et 2+. Ces niveaux sont, eux-mêmes, créés et définis par les articles 3 à 5 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, dispositions que l'article 2, 1º, du présent projet d'arrêté rend inapplicables aux agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat. Il y a, dès lors, lieu de supprimer, dans l'article 2, 1º, du présent projet d'arrêté, la mention des articles 3 à 5 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

.../...

3. Le texte suivant est proposé :

"Art. 2 Par dérogation ... de l'Administration de la Sûreté de l'Etat les articles 12, 13 ... portant le statut des agents de l'Etat ainsi que les arrêtés pris en exécution de ces articles."

Les mots "... en particulier l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat" ont été omis dans la proposition de texte; en effet, il n'est pas d'usage d'exclure, parmi des arrêtés d'exécution, certains arrêtés en particulier.

Article 3

A l'alinéa 2, les mots "en matière de affectation, transfert et utilisation" doivent être remplacés par les mots "en matière d'affectation, de transfert et d'occupation".

Article 4

Il y a lieu de rédiger la phrase introductive du texte néerlandais ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 5

1. Compte tenu de l'observation finale 2., il y a lieu de remplacer les mots "l'article 4, § 1", par les mots "l'article 4, alinéa 1er".

2. Compte tenu de l'observation finale 1., il y a lieu de remplacer les mots "1, 2 et 3" et "4 et 5", par les mots "1º, 2º et 3º" et "4º et 5º".

3. La disposition doit être revue pour proscrire le terme "doivent".

Article 8

Le texte néerlandais de l'article serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10

Le texte suivant est proposé :

"Art. ... Le directeur des opérations est désigné par le Roi, sur la proposition du ministre de la Justice, après avis motivé de l'administrateur général de la Sûreté de l'Etat.

.../...

Par désignation, il y a lieu d'entendre, pour la présente section, une nomination temporaire pour un terme de cinq ans que le Roi peut renouveler ou écourter."

En outre, l'alinéa 3 doit être intégré dans l'article 14, dont il formera le paragraphe 1er, alinéa 1er.

Article 11

L'article en projet gagnerait à être rédigé comme suit :

"Art. ... Pour pouvoir être désigné directeur des opérations, le candidat doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° ne pas avoir atteint l'âge de soixante ans sauf en cas de renouvellement;
- 2° être soit commissaire divisionnaire et bénéficiaire de l'échelle barémique 1D, soit commissaire divisionnaire et satisfaire aux conditions de promotion à l'échelle barémique 1D."

Article 12

Le texte, qui de manière générale pourrait être écrit plus simplement, gagnerait en précision, dans sa troisième phrase, en indiquant, de l'accord du fonctionnaire délégué, que le "Il" se rapporte à l'avis de vacances.

.../...

Article 13

De l'accord du fonctionnaire délégué, le texte suivant est proposé :

"Chaque candidature fait l'objet d'un avis motivé de l'administrateur général de la Sûreté de l'Etat. Cet avis motivé se clôture par la mention "favorable" ou "défavorable" et est notifié au candidat.

Le candidat peut, dans les dix jours ouvrables de la notification, joindre à l'avis une note accompagnée de ses remarques.

La candidature, l'avis motivé et la note sont transmis au ministre de la Justice par l'administrateur général de la Sûreté de l'Etat."

Article 14

1. La précision contenue à l'alinéa 1er, suivant laquelle l'"intérêt du service" englobe notamment l'hypothèse selon laquelle le terme de la désignation de l'intéressé est écourté pour des raisons inhérentes à son comportement, est extrêmement ambiguë. Il se peut que le comportement de l'intéressé soit uniquement répréhensible pour une raison liée au service; ce comportement peut aussi constituer un manquement disciplinaire, auquel cas il doit être sanctionné selon une procédure prévue à cette fin et non en mettant un terme à la désignation. Les mots "entre autres

.../...

pour des raisons relatives au comportement de l'intéressé" doivent, en conséquence, être omis.

2. Il est utile, en vue d'un éventuel contrôle ultérieur, d'imposer la rédaction d'un procès-verbal d'audition et de prévoir une diminution de la période d'un mois en cas d'urgence.

3. La deuxième phrase du dernier alinéa gagnerait en précision en indiquant l'autorité à laquelle les remarques relatives à la proposition définitive, ainsi que les observations y relatives, sont envoyées par le directeur des opérations.

Le texte suivant est proposé :

"Art. ... § 1er La désignation peut être écourtée à la demande de l'intéressé ou dans l'intérêt du service.

§ 2 Lorsqu'il est envisagé d'écourter la désignation dans l'intérêt du service, l'administrateur général ... (la suite comme au projet).

Le Roi peut, sur proposition du ministre, mettre fin à la désignation, soit dans l'intérêt du service, soit à la demande de l'intéressé."

.../...

Article 16

1. Le texte néerlandais de la phrase introductive devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le 1^o doit être subdivisé en 1^o et 2^o, dont le texte suivant est proposé :

"1^o être Belge;

2^o jouir des droits civils et politiques;".

3. De l'accord du fonctionnaire délégué, le 2^o (devenant le 3^o) doit être rédigé de la manière suivante :

3^o "être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;".

4. Le 6^o précise que les candidats aux emplois d'inspecteur et de commissaire doivent "avoir été agréés comme candidats par le ministre de la Justice ...".

Selon les explications du fonctionnaire délégué, cet agrément "se fait par la voie d'une enquête de sécurité" qui se fonde sur l'article 33 de l'arrêté royal du 29 avril 1966. Cette enquête de sécurité, qui ne se confond pas avec les seules exigences prévues à la subdivision 3^o, implique nécessairement l'immixtion dans la vie privée des candidats.

.../...

D'une part, il convient d'observer que cette dernière disposition concerne les seules candidatures à un emploi définitif ou temporaire dans les services de la Sûreté de l'Etat et, d'autre part, que l'agrément des candidats était antérieurement prévu par l'article 5, 7°, de l'arrêté royal du 29 avril 1966. De la combinaison des articles 33 et 5, 7°, il résulte que deux enquêtes de sécurité sont exécutées, l'une lors de la candidature, l'autre, lors de l'examen de la candidature à un emploi définitif ou temporaire. Le texte en projet ne modifie d'ailleurs pas l'article 33 de l'arrêté royal du 29 avril 1966.

Il est donc inopérant de renvoyer à cette dernière disposition pour justifier l'enquête de sécurité menée à propos des candidats au recrutement.

L'agrément doit être accordé conformément à une procédure respectant les règles fixées par le projet de loi organique des services de renseignements et de sécurité, en voie d'adoption.

A défaut de ces règles dans ladite loi, il convient, dans ce cas, de préciser qu'en droit belge, la protection de la vie privée est garantie, d'une part, par l'article 22 de la Constitution, d'autre part, par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales et que c'est au législateur de déterminer les conditions lesquelles il peut être porté atteinte au droit et au respect de la vie privée.

.../...

Le 6º du projet doit être omis, le Roi n'étant pas compétent pour organiser la procédure.

5. Au 7º, le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

6. Au 8º, il serait préférable de viser les articles de la réglementation citée en rapport avec les différents cas de délivrance de l'attestation de sélection médicale.

7. Aux 9º et 10º, il y a lieu de rédiger le texte néerlandais ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

8. Des explications du fonctionnaire délégué, il ressort, pour le 11º, que "les aptitudes physiques particulières" sont celles arrêtées par le ministre de la Justice dans un arrêté du 30 juillet 1997. Le 11º doit, dès lors, habiliter le ministre à arrêter lesdites aptitudes.

Article 17

L'article 17 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat établit un certain

.../...

nombre de régimes particuliers spécifiques permettant à diverses autorités publiques de modaliser les conditions de recrutement de leurs agents.

L'article 17 du projet conçoit un nouveau système de recrutement qui pose problème au regard de l'égal accès des agents aux emplois publics. Si l'auteur du projet entend maintenir ce régime dérogatoire à l'article 17 de l'arrêté royal précité, il doit le justifier.

Le texte néerlandais de l'article devrait, en outre, être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 18

L'article 18 est en contradiction avec la disposition de l'article 17 sur le statut des agents de l'Etat qui, par ailleurs, reste applicable aux agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat. On ne peut pas appliquer simultanément l'article 17 et exclure l'article 21. Dès lors, il y a lieu d'omettre l'article 18 du projet.

Article 19

Le texte néerlandais de l'article serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Articles 20 et 21

La critique formulée à l'égard de l'article 18 a pour conséquence que la sous-section 2 doit également être revue ou omise.

Article 22Alinéa 2

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 3

Le secrétariat permanent de recrutement organisant l'épreuve, il n'y a pas lieu de prévoir la composition d'un jury.

L'alinéa 3 doit par conséquent être omis.

Article 23

Le terme "épreuve" doit, en vue d'assurer une unité de terminologie, être remplacé par "partie".

.../...

En outre, il n'y a pas lieu de diviser en paragraphes un article qui ne comporte que trois alinéas.

Le texte néerlandais du paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, serait, en outre, mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24

Le texte néerlandais de cet article serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 25

Alinéa 2

Apparaissent superflus les mots "avec la jouissance de tous leurs droits administratifs et pécuniaires". Il y a lieu de les supprimer.

Le texte néerlandais de l'article devrait, en outre, être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 27, 29 et 30

.../...

Le texte néerlandais de ces articles devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 31

Avant de procéder à la nomination du candidat stagiaire, il y a lieu de vérifier si les conditions fixées en vue du recrutement sont toujours remplies.

Le texte néerlandais au début de l'article serait, en outre, mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 32

Suivant l'article 28 de l'arrêté royal du 29 avril 1966, la composition du conseil consultatif est la suivante : le secrétaire général du ministère de la Justice (ou son remplaçant), l'administrateur adjoint à la Sûreté de l'Etat (ou le directeur de la première direction) et un membre des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat choisi par l'agent comparant.

L'administrateur (général) adjoint est déjà précédemment et formellement intervenu dans la procédure de stage (article 29, alinéa 2) ce qui est de nature à compromettre l'impartialité du conseil consultatif.

.../...

Il y a, dès lors, lieu de revoir la composition du conseil consultatif en vue de garantir l'impartialité de ses membres.

Le texte néerlandais de l'article serait, en outre, mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 33

Au dernier alinéa, il convient d'ajouter les mots "visé au chapitre VII de l'arrêté royal du 29 avril 1966 portant le statut du personnel de l'Administration de la Sûreté de l'Etat".

Articles 34 et 35

Il y a lieu de préciser les termes "autre affectation". Selon le fonctionnaire délégué, il s'agit d'autres services de la Sûreté de l'Etat. Cette précision doit être apportée dans le texte même.

A l'alinéa 2, 2°, il serait préférable de déterminer quelle personne organise la formation de base et non d'indiquer qu'il s'agit de l'"Administration" de la Sûreté de l'Etat.

.../...

Le texte néerlandais de ces articles devrait, en outre, être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 37

A l'alinéa 1er, il y a lieu d'ajouter, après les mots "Pour être promu", les mots "dans la limite des emplois vacants".

Au surplus, il est renvoyé aux observations faites sous les articles 17 à 23.

Le texte néerlandais des alinéas 1er et 2 devrait, en outre, être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 38 et 39

Il n'y a pas lieu de mentionner la réussite de la première partie du degré moyen de l'Ecole de criminologie puisqu'il s'agit d'une condition de réussite du stage prévue à l'article 34, alinéa 2, 1^o.

Il en va de même à l'article 39 pour les commissaires recrutés directement à ce grade et qui ont dû réussir en

.../...

qualité de stagiaire la première partie du degré supérieur de l'Ecole de criminologie (article 35, alinéa 2, 1^o).

Le texte néerlandais du 3^o de ces articles serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 41 à 45

1. La section de législation du Conseil d'Etat se demande pour quelle raison la promotion par avancement de grade visée à l'article 37 ne fait pas l'objet d'un avis motivé de l'administrateur général. Celui-ci doit donner un avis motivé à l'égard du candidat au grade de commissaire.

2. Le texte néerlandais de l'article 41, § 1er, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. En ce qui concerne l'article 41, § 3, les termes "se réfère" sont mal choisis et ont une portée ambiguë. De l'accord du fonctionnaire délégué, il est proposé de rédiger l'article 41, § 3, dans les termes proposés par le Conseil d'Etat dans son avis L. 26.540/2 sur un projet d'arrêté royal "portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire", donné le 1er octobre 1997.

.../...

La rédaction de l'article 41, § 3, serait la suivante :

"Art. 41, § 3 L'avis motivé de l'administrateur général de la Sûreté de l'Etat est élaboré en prenant en compte les avis motivés préalablement donnés par l'administrateur général adjoint et par les chefs de service où le candidat est affecté."

4. L'alinéa 2 de l'article 42 est mal rédigé : le mot "implique" devrait être remplacé par le mot "constitue".

5. Compte tenu de l'observation finale n° 2, il y a lieu de remplacer, à l'alinéa 2, de l'article 41, les mots "au § 1er" par les mots "à l'alinéa 1er".

6. Le texte néerlandais de l'article 43, alinéa 1er, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 44

1. L'intervention du conseil consultatif des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat appelle la même observation que celle qui a été faite à l'article 32 à propos de l'exigence d'impartialité de ce conseil.

.../...

2. A l'alinéa 1er, il n'y a pas lieu d'indiquer les modifications que les articles 28 à 30 de l'arrêté royal du 28 avril 1966 portant le statut du personnel de l'Administration de la Sûreté de l'Etat ont subies. En conséquence, les mots qui suivent "de l'Administration de la Sûreté de l'Etat" doivent être omis.

Le texte néerlandais de l'article serait, en outre, mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 45

Le texte néerlandais de l'article serait, en outre, mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 46

De l'accord du fonctionnaire délégué, il est proposé de s'inspirer de la disposition qui a trait à la même matière dans le projet d'arrêté royal "portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets".

Article 48

1. Il convient d'ajouter les mots "du titre premier" entre les mots "et VIII" et "de l'arrêté".

.../...

2. Il convient d'indiquer la date de la dernière modification de l'arrêté royal du 29 avril 1966 portant le statut du personnel de l'Administration de la Sûreté de l'Etat, à savoir le 18 juillet 1997.

Article 50

Dans un souci de clarté, il y a lieu de reproduire la rédaction de texte proposée par la section de législation dans l'avis L. 26.540/2, précité, pour les articles 142 et 143.

Articles 51 à 61

Pour une meilleure lisibilité, mieux vaut reproduire la rédaction de texte suggérée par la section de législation dans l'avis L. 26.540/2, précité, pour les articles 145 et suivants.

Article 63

Au liminaire, les mots "comme suit" doivent être remplacés par les mots "par l'intitulé suivant".

Article 64

Au liminaire, les mots "dans l'arrêté royal du 29 avril 1966 précité" doivent être remplacés par les mots "dans le même arrêté".

.../...

Article 65

L'article 65 trouverait mieux sa place dans le chapitre IX relatif aux dispositions transitoires.

Le texte néerlandais serait mieux rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent article.

Article 66

Pour les alinéas 2 et 3, il y a lieu de préciser qu'il s'agit de promotion par avancement de grade et de reproduire la rédaction de texte suggérée dans l'avis L. 26.540/2, précité, pour l'article 170.

Article 67

Le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Observations finales

1. La subdivision d'un alinéa, en vue de marquer une énumération, se fait par la numérotation "1º", "2º",

.../...

etc. et non par la numérotation "1.", "2.", ni par l'emploi de tirets.

La remarque vaut également pour les articles 4, 5 et 7.

2. Un article ne se divise en paragraphes que lorsqu'au moins l'un de ceux-ci comprend plusieurs alinéas. Dans le cas contraire, la division en alinéas suffit.

Il convient, dès lors, de supprimer la division en paragraphes aux articles 4, 23, 41, 43, 50 et 56.

3. Il est d'usage d'écrire, dans le texte français, "Chapitre premier", "Section première" et "Sous-section première" et non "Chapitre I", "Section 1" et "Sous-section 1".

Par ailleurs, il est également d'usage de numéroter la suite des chapitres, sections et sous-sections en chiffres cardinaux romains.

4. Le texte néerlandais du projet s'écarte maintes fois de l'usage correct de la langue. A titre d'exemple, de nombreuses observations et propositions de texte sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Algemene opmerking

Dit ontwerpbesluit stelt de regels vast betreffende de samenstelling van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat, de hiërarchie van de graden van de personeelsleden, de benoeming en de aanstelling ervan, de werving, de proeftijd en de bevordering door verhoging in graad. Het heft in het koninklijk besluit van 29 april 1966 houdende het statuut van het personeel van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat, de hoofdstukken op die juist betrekking hebben op die materies, te weten de hoofdstukken I tot III, V en VIII, van titel I. Het ontworpen besluit wijzigt ten slotte het opschrift van het koninklijk besluit van 29 april 1966 en voegt er een artikel 33bis in.

Het statuut van het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat zal voortaan dus geregeld worden in drie verschillende besluiten : het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, het voormelde koninklijk besluit van 29 april 1966 en dit ontwerpbesluit.

Voor de samenhang en de rechtszekerheid zou het beter zijn indien één tekst werd opgesteld betreffende de personeelsleden van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

Inzonderheid de tuchtzaken zijn een voorbeeld van de rechtsonzekerheid die het gevolg is van het naast elkaar bestaan van twee verschillende besluiten.

Artikel 2 van het ontwerpbesluit sluit immers onder meer de artikelen 37 en volgende van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 die verband houden met de tucht van het
.../...

rijkspersoneel uit, terwijl het koninklijk besluit van 29 april 1966 houdende het statuut van het personeel van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat voorziet in een tuchtregeling voor het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat.

Bovendien handhaaft artikel 2 van het ontworpen besluit sommige bepalingen van de geldende tuchtregeling voor het rijkspersoneel. Daaruit volgt dat de tuchtregeling voor het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat aangetast is door rechtsonzekerheid.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

De aanhefverwijzingen

Tweede en derde lid

Het tweede en derde lid horen niet thuis bij de aanhefverwijzingen; de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd vormt geen rechtsgrond van dit ontwerpbesluit.

Aangezien bovendien de verwijzing naar de wet van 26 maart 1968 niet nuttig is voor het bepalen van de

.../...

strekking van het ontworpen besluit, is er geen reden om naar die tekst te verwijzen in de vorm van een considerans.

Ten slotte kan worden volstaan met de redactie van het dertiende lid van de aanhef en de vermelding in artikel 62 van dit ontwerp dat de wet van 26 maart 1968 niet van toepassing is op "de betrekkingen van inspecteur en commissaris van de buitendiensten van het Bestuur Veiligheid van de Staat", zonder dat het noodzakelijk is in de aanhef te verwijzen naar de wet van 26 maart 1968.

Vierde lid

In de aanhef behoort alleen te worden verwezen naar de teksten die de rechtsgrond opleveren van het ontworpen besluit en naar de teksten die het besluit wijzigt.

Aangezien het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel niet de rechtsgrond oplevert van dit ontwerpbesluit (1) en erdoor niet wordt gewijzigd, is er geen reden om ernaar te verwijzen in de aanhef.

Vijfde lid

-
- (1) Artikel 2 van het ontwerpbesluit bepaalt daarentegen uitdrukkelijk dat het merendeel van de bepalingen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 "op de personeelsleden van de buitendiensten van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat niet van toepassing zijn".

.../...

Het vijfde lid (dat het tweede lid is geworden) zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 29 april 1966 houdende het statuut van het personeel van het bestuur van de Veiligheid van de Staat, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 november 1968, 26 april 1971, 22 december 1993 en 18 juli 1997;".

Zesde lid

Het zesde lid mag vervallen om dezelfde redenen als die welke zijn opgegeven in verband met het vierde lid.

De consideransen

Dertiende lid

Die considerans moet zoals gebruikelijk is na de aanhefverwijzingen komen te staan. Hij vormt aldus het derde lid van de aanhef.

Zevende en achtste lid

De wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel is niet van toepassing op de personeelsleden van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat (artikel 1,

.../...

§ 2, 6°, van de wet van 19 december 1974). Aangezien de onderhandelingen met de vakbonden geen verplicht voorafgaand vormvereiste zijn, heeft het geen zin in de aanhef te verwijzen naar de protocollen nrs. 97, 137 en 138 die betrekking hadden op "de algemene hervorming van de administratieve loopbanen en de herziening van de bezoldigingsregelingen die daaruit voortvloeien voor de gerechtelijke politie", ook al staat duidelijk in protocol nr. 97 dat

"het geheel der onderhandelde maatregelen van toepassing is tot (lees : op) de leden van het personeel van [de] buitendiensten van het Bestuur Veiligheid van de Staat".

Het zevende en het achtste lid moeten bijgevolg vervallen.

Negende lid (dat het vierde lid wordt)

De datum waarop de directieraad zijn advies heeft uitgebracht moet worden opgegeven, te weten 16 juni 1997.

Tiende, elfde en twaalfde lid

Het tiende, elfde en twaalfde lid worden het vijfde, zesde en zevende lid.

.../...

Veertiende lid

Het veertiende lid, dat het achtste lid is geworden, moet als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op het besluit van de Ministerraad van 27 juni 1997 over de adviesaanvraag binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op ..., met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

Vijftiende lid

Het vijftiende lid wordt het negende lid.

Bepalend gedeelteArtikel 2

1. Er wordt verwezen naar de algemene opmerking, te meer daar de regelgeving door verwijzing onzekerheden doet ontstaan als gevolg van de wijziging van de teksten waarnaar wordt verwezen en door het aantal afwijkingen van de regeling waarnaar wordt verwezen.

.../...

2. Artikel 5 brengt de in artikel 4, eerste lid, ingestelde graden onder in de niveaus 1 en 2+. Die niveaus worden zelf ingesteld en omschreven in de artikelen 3 tot 5 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, welke bepalingen artikel 2, 1°, van dit ontwerpbesluit niet van toepassing verklaart op het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat. Bijgevolg dient in artikel 2, 1°, van dit ontwerpbesluit, de vermelding van de artikelen 3 tot 5 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 te worden geschrapt.

3. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 2 In afwijking van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat niet van toepassing de artikelen 12, 13, ... houdende het statuut van het rijkspersoneel alsmede de besluiten vastgesteld ter uitvoering van die artikelen.".

De woorden "inzonderheid het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel" zijn weggelaten uit het tekstvoorstel; het is immers niet gebruikelijk van de uitvoeringsbesluiten bepaalde besluiten in het bijzonder uit te sluiten.

Artikel 3

In het tweede lid dienen de woorden "inzake affectatie, overplaatsing en beziging" vervangen te worden

.../...

door de woorden "inzake dienstaanwijzing, overheveling en tewerkstelling".

Deze opmerking geldt voor geheel het ontwerp.

In het eerste lid dient bovendien het woord "reclasseringen" vervangen te worden door het woord "herplaatsingen".

Men schrijve :

"Art. 3 Voor dienstaanwijzing, bevordering, overheveling, herplaatsing en tewerkstelling worden de buitendiensten ...

In afwijking van ... inzake dienstaanwijzing, overheveling en tewerkstelling".

Artikel 4

In de inleidende zin schrijve men : "Bij de buitendiensten ... worden de volgende graden ingesteld :"

Artikel 5

1. Gelet op slotopmerking 2, dienen de woorden "artikel 4, § 1" vervangen te worden door de woorden "artikel 4, eerste lid".

.../...

2. Gelet op slotopmerking 1, dienen de woorden "1, 2 en 3" en "4 en 5", vervangen te worden door de woorden "1°, 2° en 3°" en "4° en 5°".

3. De bepaling moet worden herzien met het oog op het weglaten van het woord "moeten".

Artikel 8

In het eerste lid zou het beter zijn te schrijven :

"De directeur ... leidt en coördineert de buitendiensten onder het gezag van de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat".

In het tweede lid dient het woord "aangeduid" vervangen te worden door het woord "aangewezen".

Artikel 10

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. ... De directeur van de operaties wordt aangesteld door de Koning, op voordracht van de Minister van Justitie, na gemotiveerd advies van de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat.

.../...

Onder aanstelling dient, voor deze afdeling, te worden verstaan een tijdelijke benoeming voor een termijn van vijf jaar die de Koning kan hernieuwen of inkorten."

Het derde lid moet bovendien worden opgenomen in artikel 14, waarvan het paragraaf 1, eerste lid, zal vormen.

Artikel 11

Het ontworpen artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. ... Om tot directeur van de operaties te kunnen worden aangesteld, moet de gegadigde voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1° de leeftijd van zestig jaar niet hebben bereikt, behalve in geval van hernieuwing;
- 2° ofwel afdelingscommissaris zijn en weddeschaal 1D genieten, ofwel afdelingscommissaris zijn en voldoen aan de voorwaarden om te worden bevorderd tot weddeschaal 1D."

Artikel 12

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de tweede en de derde zin van de tekst, die algemeen beschouwd eenvoudiger zou kunnen worden gesteld, duidelijker zouden zijn indien zij als volgt werden gesteld :

.../...

"In de bekendmaking van de vacatures worden de gegadigden verzocht hun aanspraken te doen gelden en wordt bepaald binnen welke termijn de sollicitaties langs hiërarchische weg moeten worden ingediend bij de Minister van Justitie. Voorts wordt erin beschreven welke ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 13

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de volgende tekst wordt voorgesteld :

"Over elke sollicitatie wordt door de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat een gemotiveerd advies gegeven. Dit gemotiveerd advies wordt afgesloten met de vermelding "gunstig" of "ongunstig" en wordt ter kennis gebracht van de gegadigde.

De gegadigde kan binnen tien werkdagen na de kennisgeving bij het advies een nota met zijn opmerkingen voegen.

De sollicitatie, het gemotiveerd advies en de nota worden door de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat toegezonden aan de Minister van Justitie."

.../...

Artikel 14

1. De in het eerste lid vervatte precisering dat met "het belang van de dienst" onder meer het geval wordt bedoeld waarin de termijn van aanstelling van de betrokkene wordt ingekort om redenen die te maken hebben met zijn gedrag, is uiterst dubbelzinnig. Het gedrag van de betrokkene kan mogelijk alleen afkeurenswaardig zijn om een reden die met de dienst verband houdt; dat gedrag kan ook een tuchtrechtelijke tekortkoming zijn, in welk geval dat gedrag gestraft moet worden volgens een daartoe ingestelde procedure en niet door een einde te maken aan de aanstelling. De woorden "onder meer om redenen die te maken hebben met het gedrag van betrokkene" moeten bijgevolg vervallen.

2. Met het oog op een eventuele controle achteraf is het nuttig voor te schrijven dat een proces-verbaal van verhoor wordt opgesteld en te voorzien in een inkorting van de termijn van een maand in spoedeisende gevallen.

3. De tweede zin van het laatste lid zou duidelijker zijn indien erin de overheid werd vermeld waaraan de opmerkingen betreffende de definitieve voordracht, alsmede de bedenkingen erbij, worden toegezonden door de directeur van de operaties.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

.../...

"Art. ... § 1 De aanstelling kan worden ingekort op verzoek van de betrokkene of in het belang van de dienst.

§ 2 Wanneer men overweegt de aanstelling in te korten in het belang van de dienst, maakt de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat daartoe vooraf een met redenen omkleed verslag op, dat ter kennis wordt gebracht van de betrokkene.

De Koning kan op voorstel van de minister een einde maken aan de aanstelling, ofwel in het belang van de dienst, ofwel op verzoek van de betrokkene."

Artikel 16

1. In de inleidende zin dient het woord "eisen" vervangen te worden door het woord "vereisten".

2. De tekst onder 1^o moet worden onderverdeeld in 1^o en 2^o, waarvoor de volgende tekst wordt voorgesteld :

"1^o Belg zijn;

2^o de burgerlijke en politieke rechten genieten;"

3. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat onderdeel 2^o (dat 3^o wordt) geredigeerd moet worden als volgt :

"3^o "zich gedragen naar de vereisten van het ambt;"

.../...

4. In onderdeel 6° wordt gepreciseerd dat de gegadigden voor de betrekkingen van inspecteur en commissaris "door de Minister van Justitie ... als gegadigde aanvaard (moeten) zijn";

Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar geschiedt die aanvaarding "par la voie d'une enquête de sécurité", gegrond op artikel 33 van het koninklijk besluit van 29 april 1966. Dit veiligheidsonderzoek, dat niet samenvalt met de vereisten waarin onderdeel 3° voorziet, impliceert noodzakelijkerwijs inmenging in het privé-leven van de gegadigden.

Enerzijds dient te worden opgemerkt dat de laatstgenoemde bepaling alleen betrekking heeft op de sollicitaties naar een vaste of tijdelijke betrekking in de diensten van de Veiligheid van de Staat en anderzijds dat reeds vroeger in de aanvaarding van de gegadigden was voorzien in artikel 5, 7°, van het koninklijk besluit van 29 april 1966. Uit de samenlezing van de artikelen 33 en 5, 7°, blijkt dat twee veiligheidsonderzoeken worden verricht, het ene bij de sollicitatie, het andere bij het onderzoek van de sollicitatie naar een vaste of tijdelijke betrekking. De ontworpen tekst brengt trouwens geen wijziging aan in artikel 33 van het koninklijk besluit van 29 april 1966.

Het is dus niet doeltreffend te verwijzen naar de laatstgenoemde bepaling om het omtrent de gegadigden voor de werving verrichte veiligheidsonderzoek te rechtvaardigen.

.../...

De aanvaarding moet geschieden overeenkomstig een procedure die de regels in acht neemt, vastgesteld in het ontwerp van wet houdende organisatie van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, dat nog moet worden goedgekeurd.

Bij ontstentenis van die regels in de genoemde wet, dient in dat geval te worden vermeld dat in het Belgische recht de bescherming van het privé-leven wordt gewaarborgd enerzijds door artikel 22 van de Grondwet, anderzijds door artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en dat het de wetgever staat de voorwaarden vast te stellen waaronder afbreuk kan worden gedaan aan het recht op en de eerbiediging van het privé-leven.

Onderdeel 6° van het ontwerp moet vervallen daar de Koning niet bevoegd is om de procedure te regelen.

5. In onderdeel 7° dient het lidwoord "de" voor de woorden "voertuigen" en "categorie" te worden weggelaten.

6. In onderdeel 8° zou het verkieslijk zijn te verwijzen naar de artikelen van de genoemde regeling die verband houden met de verschillende gevallen waarin het attest van geneeskundige selectie wordt afgegeven.

7. In onderdelen 9° en 10° schrijve men "naargelang van het geval" in plaats van "naargelang het geval".

.../...

8. Uit de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte uitleg blijkt, wat onderdeel 11° betreft, dat "les aptitudes physiques particulières", die zijn welke de Minister van Justitie heeft vastgesteld in een besluit van 30 juli 1997. Onderdeel 11° moet de minister bijgevolg machtigen om de genoemde geschiktheid vast te stellen.

Artikel 17

Artikel 17 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel stelt een bepaald aantal specifieke regelingen vast, die de verschillende openbare overheden in staat stellen om de werving van hun personeel aan bepaalde voorwaarden te verbinden.

Artikel 17 van het ontwerp stippelt een nieuwe wervingsregeling uit, die problemen stelt uit het oogpunt van de gelijke benoembaarheid tot de overheidsambten. Indien het in de bedoeling ligt van de steller van het ontwerp die regeling, die afwijkt van artikel 17 van het voormelde koninklijk besluit, te handhaven, moet hij dit rechtvaardigen.

Bovendien zouden de woorden "modaliteiten van" vervangen moeten worden door de woorden "nadere regels inzake".

.../...

Artikel 18

Artikel 18 is in tegenspraak met de bepaling van artikel 17 over het statuut van het rijkspersoneel, dat bovendien van toepassing blijft op het personeel van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat. Het is niet mogelijk terzelfder tijd artikel 17 toe te passen en artikel 21 uit te sluiten. Bijgevolg dient artikel 18 van het ontwerp te vervallen.

Artikel 19

Men schrijve "proces-verbaal van afsluiting" in plaats van "afsluitend proces-verbaal".

Artikelen 20 en 21

De kritiek die is geuit in verband met artikel 18 heeft tot gevolg dat onderafdeling 2 eveneens moet worden herzien of moet vervallen.

Artikel 22

Tweede lid

De tekst zou beter als volgt worden gesteld :

.../...

"Ze bestaan uit :

- 1° een gestandaardiseerd gedeelte waarvoor het vereiste minimum der punten, op straffe van uitsluiting, 12 punten op de 20 bedraagt.

Met een reeks tests worden de voor de functie vereiste bekwaamheden beoordeeld. Een selectieadviseur ...

- 2° ..., 12 punten op de 20 bedraagt.

Nadat één of meer persoonlijkheidstests zijn afgenomen, worden de karaktereigenschappen vereist voor het uitoefenen van de functie beoordeeld in een interview.".

Derde lid

Aangezien het Vast Wervingssecretariaat het examengedeelte organiseert, is er geen reden om te voorzien in de samenstelling van een examencommissie.

Het derde lid moet bijgevolg vervallen.

Artikel 23

In de Franse tekst dient het woord "épreuve" ter wille van de terminologische eenvormigheid, vervangen te worden door het woord "partie".

.../...

Bovendien is er geen reden om een artikel dat slechts drie leden bevat in te delen in paragrafen.

Het zou beter zijn de Nederlandse tekst van paragraaf 3, die het derde lid wordt, te redigeren als volgt :

"De uitslag behaald voor de psychotechnische tests wordt door het Vast Wervingssecretariaat na elk gedeelte aan de gegadigde meegedeeld.".

Artikel 24

Het artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 24 De voor benoeming in aanmerking komende geslaagden voor het vergelijkend wervingsexamen worden door de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat tot de proeftijd toegelaten nadat hij heeft vastgesteld dat ze aan de toelaatbaarheidsvereisten voldoen.

De toelatingen tot de proeftijd hebben ...".

In geheel het ontwerp dient bovendien het woord "stage" te worden vervangen door het woord "proeftijd".

Artikel 25

Tweede lid

De woorden "en genieten van alle administratieve en geldelijke rechten" dienen als overbodig te vervallen.

.../...

Voor het laatste deel van de zin wordt de volgende redactie voorgesteld : "... en aangewezen voor een betrekking, uiterlijk op de eerste dag van de derde maand na die waarin ze tot stagiair zijn benoemd.".

Voor het derde en vierde lid wordt de volgende redactie voorgesteld :

"Wanneer een geslaagde een opzeggingstermijn dient in acht te nemen met toepassing van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, wordt de in het tweede lid vastgestelde termijn verlengd tot de eerste dag van de maand na die waarin de opzeggingstermijn afloopt.

Het besluit tot benoeming in de proeftijd vermeldt de datum van het vergelijkend wervingsexamen en de door de gegadigde behaalde plaats.".

Artikel 27

Voor het laatste deel van de zin wordt de volgende redactie voorgesteld :

"... de algemene beginselen vast die gelden voor de proeftijd, de in de loop van de proeftijd te onderwijzen vakken, alsmede de opleidingsactiviteiten waaraan de stagiairs moeten deelnemen.".

In geheel het ontwerp dient bovendien het woord "vorming" door het woord "opleiding" te worden vervangen.

.../...

Artikel 29

Eerste lid

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Maandelijks wordt door de hiërarchische meerdere van de dienst waarvoor de stagiair is aangewezen een verslag over de proeftijd opgemaakt.".

Tweede lid

Aan het slot schrijve men "... na voorafgaand advies van de adjunct-administrateur-generaal.".

Artikel 30

Eerste lid

Aan het begin van het lid schrijve men : "De proeftijd kan, indien nodig, door de administrateur-generaal van ... worden verlengd om ...".

Tweede lid

Het woord "deze" dient vervangen te worden door het woord "die" en het woord "stagevereisten" door de woorden "vereisten inzake de proeftijd".

Artikel 31

Alvorens de kandidaat-stagiair te benoemen, dient te worden nagegaan of deze nog steeds voldoet aan de met het oog op werving vastgestelde voorwaarden.

Bij het begin van het artikel zou het beter zijn te schrijven :

"Na de proeftijd wordt de stagiair die door de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat geschikt bevonden wordt, ...".

Artikel 32

In artikel 28 van het koninklijk besluit van 29 april 1966 is de raad van advies samengesteld als volgt : de secretaris-generaal van het ministerie van Justitie (of zijn vervanger), de adjunct-administrateur bij de Veiligheid van de Staat (of de directeur van de eerste directie) en een lid van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat gekozen door het personeelslid dat verschijnt.

De adjunct-administrateur (-generaal) is voordien reeds uitdrukkelijk opgetreden in de procedure inzake de proeftijd (artikel 29, tweede lid), wat de onpartijdigheid van de raad van advies in het gedrang kan brengen.

Bijgevolg dient de samenstelling van de raad van advies te worden herzien om de onpartijdigheid van de leden ervan te waarborgen.

.../...

Bovendien zou paragraaf 1 beter als volgt worden gesteld :

"De stagiair kan door de Minister van Justitie op voorstel van de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat, tijdens of na de proeftijd afgedankt worden met een opzeggingstermijn van drie maanden, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

De eerste zin van paragraaf 2 zou beter als volgt worden gesteld :

"Elke zware fout door de stagiair begaan bij het doormaken van de proeftijd of naar aanleiding ervan, kan tot gevolg hebben dat hij zonder opzegging wordt afgedankt door ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 33

In het laatste lid dienen de woorden "bedoeld in hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 29 april 1966 houdende het statuut van het personeel van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat" te worden toegevoegd.

.../...

Artikelen 34 en 35

De woorden "andere affectatie" moeten verduidelijkt worden. Volgens de gemachtigde ambtenaar betreft het andere diensten van de Veiligheid van de Staat. Die verduidelijking moet in de tekst zelf worden aangebracht.

In het tweede lid, 2°, zou het verkieslijk zijn te bepalen welke persoon de basisopleiding organiseert en niet te vermelden dat om het "bestuur" van de Veiligheid van de Staat gaat.

Het tweede lid, 3°, zou beter als volgt worden gesteld :

"3° het met goed gevolg doormaken van een proeftijd in de buitendiensten of in een ...".

In onderdeel 4°, van artikel 35, tweede lid, zou het beter zijn te schrijven :

"het maken van een eindverhandeling toe te zenden aan de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat volgens de regels en binnen de termijn die hij bepaalt.".

.../...

Artikel 37

In het eerste lid dienen na het woord "Om" de woorden "binnen de perken van de openstaande betrekkingen" te worden ingevoegd.

Bovendien wordt verwezen naar de opmerkingen gemaakt onder de artikelen 17 tot 23.

In het eerste en tweede lid dient het woord "proeven" vervangen te worden door het woord "examen-onderdelen".

Artikelen 38 en 39

Er is geen reden om het slagen voor het eerste gedeelte van de middelbare graad van de School voor Criminologie te vermelden aangezien het een voorwaarde betreft waaraan moet worden voldaan om te slagen voor de proeftijd bedoeld in artikel 34, tweede lid, 1^o.

Dit geldt evenzo in artikel 39 voor de commissarissen die rechtstreeks in die graad zijn aangeworven en die als stagiair hebben moeten slagen voor het eerste gedeelte van de hogere graad van de School voor Criminologie (artikel 35, tweede lid, 1^o).

In onderdeel 3^o van beide artikelen zou het beter zijn te schrijven :

"3^o voldoen aan bepaalde vereisten inzake voortgezette opleiding."

.../...

Artikelen 41 tot 45

1. Het is de afdeling wetgeving van de Raad van State niet duidelijk waarom over de bevordering door verhoging in graad bedoeld in artikel 37, geen gemotiveerd advies wordt gegeven door de administrateur-generaal. Deze moet een gemotiveerd advies uitbrengen over de gegadigde voor de graad van commissaris.

2. In artikel 41, § 1, zou het beter zijn te schrijven :

"Over elke bevordering ... artikelen 38 en 39 wordt door de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat een gemotiveerd advies uitgebracht;".

3. In artikel 41, § 3, is het woord "verwijst" slecht gekozen en dubbelzinnig. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat wordt voorgesteld artikel 41, § 3, te redigeren overeenkomstig de bewoordingen die de Raad van State heeft voorgesteld in zijn advies L. 26.540/2 over een ontwerp van koninklijk besluit houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten", gegeven op 1 oktober 1997.

De redactie van artikel 41, § 3, zou als volgt luiden :

.../...

"Art. 41, § 3 Het gemotiveerd advies van de administrateur-generaal wordt opgesteld rekening houdend met de tevoren door de adjunct-administrateur-generaal en de hoofden van de dienst waarbij de gegadigde wordt aangesteld gegeven gemotiveerde adviezen."

4. Het tweede lid van artikel 42 is slecht gesteld : de woorden "houdt het ... in" zouden vervangen moeten worden door de woorden "geldt het als ...".

5. Gelet op slotopmerking nr. 2, dienen in het tweede lid van artikel 41 de woorden "in § 1" vervangen te worden door de woorden "in het eerste lid".

6. In artikel 43, eerste lid, zou het beter zijn te schrijven :

"Het gemotiveerd advies van de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat wordt ter kennis gebracht van de ambtenaar die daarop binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de eerste werkdag na die van de kennisgeving, kan antwoorden door middel van een nota met opmerkingen die bij het advies wordt gevoegd."

.../...

Artikel 44

1. Bij het optreden van de raad van advies van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke is gemaakt bij artikel 32 over de eis van onpartijdigheid van die raad.

2. In het eerste lid is er geen reden om melding te maken van de wijzigingen die de artikelen 28 tot 30 van het koninklijk besluit van 28 april 1966 houdende het statuut van het personeel van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat hebben ondergaan. De woorden die volgen op de woorden "van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat" moeten bijgevolg vervallen.

Het lid zou bovendien beter als volgt worden gesteld :

"Het lid van de buitendiensten van de veiligheid van de Staat over wiens bevordering een ongunstig advies wordt gegeven door de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat, kan de zaak binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de eerste werkdag na die van de kennisgeving aanhangig maken bij de raad van advies van de buitendiensten ...".

In het tweede lid schrijve men aan het slot :

"... stelt de Minister van Justitie daarvan onmiddellijk op de hoogte.".

.../...

Artikel 45

Het artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"De raad van advies zendt zijn advies toe aan de Minister van Justitie en aan de administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de eerste werkdag na die waarop het beroep is ingesteld. De laatstgenoemde brengt het advies onmiddellijk ter kennis van de gegadigde.".

Artikel 46

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat wordt voorgesteld het artikel te redigeren naar het voorbeeld van de bepaling die betrekking heeft op dezelfde materie in het ontwerp van koninklijk besluit "houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten".

Artikel 48

1. Tussen de woorden "en VIII" en de woorden "van het koninklijk besluit" dienen de woorden "van titel I" te worden ingevoegd.

.../...

2. De datum van de laatste wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 1966 houdende het statuut van het personeel van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat behoort te worden vermeld, te weten 18 juli 1997.

Artikel 50

Voor de duidelijkheid van de tekst zou het beter zijn de redactie over te nemen die door de afdeling wetgeving in het voormelde advies L. 26.540/2 is voorgesteld voor de artikelen 142 en 143.

Artikelen 51 tot 61

Voor de leesbaarheid zou het beter zijn de redactie over te nemen die door de afdeling wetgeving in het voormelde advies L. 26.540/2 is voorgesteld voor de artikelen 145 en volgende.

Artikel 63

In de inleidende zin dienen de woorden "als volgt" vervangen te worden door de woorden "door het volgende opschrift".

.../...

Artikel 64

De inleidende zin zou beter als volgt worden gesteld :

"In hetzelfde besluit wordt een artikel 33bis ingevoegd, luidende :".

Artikel 65

Artikel 65 zou beter komen te staan in hoofdstuk IX betreffende de overgangsbepalingen.

Men schrijve bovendien "treden buiten werking" in plaats van "houden op uitwerking te hebben".

Artikel 66

Voor het tweede en derde lid dient erop te worden gewezen dat het een bevordering betreft door verhoging in graad; de voor artikel 170 in het voormelde advies L. 26.540/2 voorgestelde tekst moet worden overgenomen.

Artikel 67

Het slot van dit artikel zou beter worden gesteld als volgt :

.../...

"... na die waarin het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.".

Slotopmerkingen

1. De onderverdeling van een lid met het oog op een opsomming, geschiedt met de nummering "1°", "2°", enz. en niet met de nummering "1.", "2.", noch met streepjes.

De opmerking geldt tevens voor de artikelen 4, 5 en 7.

2. Een artikel wordt slechts ingedeeld in paragrafen wanneer ten minste één ervan verscheidene leden bevat. In het tegengestelde geval kan worden volstaan met de indeling in leden.

Bijgevolg dient de indeling in paragrafen in de artikelen 4, 23, 41, 43, 50 en 56 te vervallen.

3. Het is gebruikelijk in de Franse tekst te schrijven "Chapitre premier", "Section première" en "Sous-section première" en niet "Chapitre I", "Section 1" en "Sous-section 1".

Het is bovendien eveneens gebruikelijk de opeenvolgende hoofdstukken, afdelingen en onderafdelingen te nummeren met hoofdtelwoorden in Romeinse cijfers.

.../...

4. De Nederlandse tekst van het ontwerp is uit een oogpunt van correct taalgebruik ondermaats. Bij wijze van voorbeeld zijn in het corpus van het advies verscheidene opmerkingen gemaakt en tekstvoorstellen gedaan.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. E. THIBAUT, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. C. NIKIS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. E. THIBAUT, adjunct-
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door de H. C. NIKIS,
adjunct-referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de H.
J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

J.-J. STRYCKMANS